



**Arrêté préfectoral n° 2025 – 1379 du 25 juin 2025
mettant en demeure la coopérative agricole EMC2 d'installer des robinets d'incendie armés dans
l'entrepôt qu'elle exploite au sein de ses installations (silos) situées sur le territoire de la commune de
Bras-sur-Meuse**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023–2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3.388 du 29 juillet 1980 modifié, autorisant la Coopérative agricole EMC2 à exploiter sur le territoire de la commune de Bras-sur-Meuse, des silos de stockage de céréales ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-2758 du 5 novembre 2008, relatif à l'instruction de l'étude de dangers du site de Bras-sur-Meuse de la coopérative agricole EMC2 ;

Vu la visite de contrôle effectuée par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le 28 mars 2025 dans l'entrepôt de semences ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement afférent, référencé CL/215-2025 en date du 9 mai 2025, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, et dont copie a été transmise à la Coopérative agricole EMC2, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

Considérant que la coopérative agricole EMC2 est tenue de se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 3.388 du 29 juillet 1980 modifié ;

Considérant que la coopérative agricole EMC2 est tenue de se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

.../...

Considérant que l'entrepôt soumis à déclaration, existant avant le 30 avril 2009, est soumis aux prescriptions définies au I de l'annexe VI de l'arrêté ministériel précité ;

Considérant que l'article 13 dudit arrêté ministériel implique la mise en place de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents et utilisables en période de gel ;

Considérant que les constats effectués lors de la visite d'inspection effectuée le 28 avril 2025 ont mis en évidence l'absence de robinet d'incendie armés dans l'entrepôt ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Portée du présent arrêté

La coopérative agricole EMC2 est mise en demeure, pour l'exploitation de l'entrepôt situé au sein de ses installations présentes sur le territoire de la commune de Bras-sur-Meuse, de respecter sous un délai de **4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, la prescription suivante :

- article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 : mettre en place les robinets d'incendie armés selon les dispositions définies par cet article.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

Article 3 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée, pour information, à la mairie de BRAS-SUR-MEUSE.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg, 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- et/ ou recours hiérarchique, adressé au Ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, Arche de la Défense, Paroi Sud / Tour Séquoia, 92055 LA DÉFENSE Cédex.

En outre, en application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, elle peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

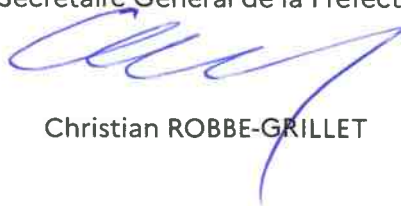
Le Tribunal administratif de Nancy, peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 place de la Carrière, CO n°20038, 54036 NANCY Cédex, ou par l'application informatique « télérecours citoyens », accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de VERDUN, et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL Grand-Est (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à titre de notification, à la coopérative agricole EMC2 – Nid de Cygne – 55100 BRAS-SUR-MEUSE
- à titre d'information, à :
 - M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse – service environnement,
 - M. le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse par intérim,
 - Mme la Déléguée territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
 - M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
 - Mme la Directrice de Cabinet – Bureau de Défense et de Protection Civiles,
 - M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Robbe-Grillet', is written over the printed name.

Christian ROBBE-GRILLET

